

ARRETE MUNICIPAL**Portant autorisation temporaire d'occuper le domaine public de Terres-de-Caux**

Le Maire de Fauville-en-Caux, commune déléguée de Terres-de-Caux,

VU le code général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L2212-1 et suivants, L1311-1 à 1311-8 ; L2122-21 et L2213-6,

VU le code général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L2121-1, L2122-1 et suivants, L2125-1 et suivants,

VU le Code de la voirie routière,

VU l'article 610-5 du code pénal,

VU la demande présentée par **l'entreprise Valentin sise 30 route de Fécamp à Fauville-en-Caux 76640 TERRES-DE-CAUX**, sollicitant l'autorisation d'occuper le domaine public aux fins **d'effectuer le nettoyage des gouttières et le contrôle de la toiture** au niveau de la mairie et de la poste, place Gaston Sanson à Fauville-en-Caux – 76640 Terres-de-Caux, le mercredi 14 août 2024.

CONSIDERANT qu'il convient de règlementer les occupations du domaine public qui dérogent à son utilisation normale,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le mercredi 14 août de 8h00 à 12h00, l'entreprise Valentin est autorisée à positionner une échelle pour accéder au toit de la mairie et de la poste afin de nettoyer les gouttières et contrôler la toiture, sises **place Gaston Sanson à Fauville en Caux – 76640 TERRES-DE-CAUX**.

ARTICLE 2 : Le stationnement sera interdit rue Amiot, le long de la mairie de 8h00 à 12h00. Au niveau de la rue Charles de Gaulle, si nécessaire, le bénéficiaire s'engage à inviter les piétons à changer de trottoirs avec un panneau afin d'assurer leur sécurité.

ARTICLE 3 : La signalisation nécessaire sera matérialisée par barrières ou cônes et mise en place sous la responsabilité du demandeur, qui s'engage à respecter, en toutes circonstances, les lois et règlements se rapportant tant à l'occupation des lieux qu'aux activités autorisées. Le bénéficiaire s'engage à garantir la Commune de Terres-de-Caux contre tous recours, quels qu'ils soient, à la suite d'accidents ou dommages causés par les personnes ci-dessus visées au premier alinéa.

ARTICLE 4 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera affiché et publié dans les conditions réglementaires habituelles, seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux dispositions de lois et règlements en vigueur. Tous les véhicules en infraction à la législation en vigueur pourront faire l'objet d'une mise en fourrière.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du maire de Terres-de-Caux. Un recours peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou du rejet du recours administratif par le maire, s'il a été formé dans le délai du recours contentieux.

ARTICLE 6 : Monsieur Le Maire, Le Commandant de la brigade de gendarmerie de Terres-de-Caux, le Chef de la police municipale intercommunale, sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Terres-de-Caux, le 12 août 2024.

Bruno DELACROIX

Maire délégué de Fauville en Caux

**Pour le Maire empêché,
Le Maire Adjoint Délégué**



7, avec Fauville au coeur

Auzouville-Auberbosc
Bennetot
Bermonville
Fauville-en-Caux
Ricarville
St-Pierre-Lavis
Ste-Marguerite-sur-Fauville